

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES (FCS)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Pouvoir Adjudicateur en charge de la passation :
Centre Hospitalier d'Avignon
305 Rue Raoul Follereau
84902 Avignon cedex 9

Service acheteur chargé de l'exécution du marché :
Direction des Achats et de la Logistique (DAL)

Objet du marché :

**Évaluation de la qualité des prestations délivrées
dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux
affiliés au Groupement Hospitalier de Territoire
« Hôpitaux Publics de Vaucluse »**

La forme du marché est la suivante : Marché "simple" (à prix forfaitaires)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Article 1	Dispositions générales	4
1.1	Présentation du Groupement Hospitalier de Territoire « Hôpitaux Publics de Vaucluse »	4
1.2	Intervenants et parties contractantes	5
1.3	Compétences des établissements du GHT « Hôpitaux Publics de Vaucluse »	6
1.4	Sous-traitance	6
Article 2	Objet du marché	7
Article 3	Décomposition, durée et forme du marché	7
3.1	Décomposition en lots	7
3.2	Durée et modalités de reconduction	7
3.3	Forme du marché	7
3.4	Décomposition en tranches	7
Article 4	Documents contractuels	8
Article 5	Délais d'exécution	8
Article 6	Conditions d'exécution des prestations	9
6.1	Documents à fournir	9
6.2	Développement durable	9
6.2.1	Clause d'insertion sociale	9
6.2.2	Clause environnementale	9
Article 7	Garantie	9
Article 8	Prix	9
8.1	Contenu des prix	9
8.2	Modalités de variation des prix	10
Article 9	Paiement - établissement de la facture	10
9.1	Mode de règlement	10
9.2	Répartition des paiements	10
9.3	Présentation et transmission des factures	10
9.4	Intérêts moratoires	11
Article 10	Avance	11
Article 11	Obligations du Titulaire	12
11.1	Respect des obligations en matière de travail	12
11.2	Assurance	12
11.3	Accréditation	12
11.4	Informations techniques et conseils	12
11.5	Discrétion, confidentialité et protection des données à caractère personnel	13
Article 12	Exécution par défaut	13
12.1	Défaillance ponctuelle du Titulaire	13
12.1.1	Proposition d'une prestation de substitution par le Titulaire	13
12.1.2	Exécution de la prestation par un tiers aux frais et risques du Titulaire	13
12.2	Défaillance définitive	13
Article 13	Pénalités de retard	14

Article 14	Modifications en cours d'exécution du marché	14
14.1	Changement de Titulaire	14
14.2	Modification de prestations.....	15
14.3	Evolution de la réglementation	16
Article 15	Résiliation.....	16
15.1	Motifs de résiliation.....	16
15.1.1	<i>Résiliation à l'initiative du Centre Hospitalier d'Avignon</i>	<i>16</i>
15.1.2	<i>Résiliation demandée par le Titulaire.....</i>	<i>16</i>
15.2	Indemnité de résiliation	16
Article 16	Dispositions applicables en cas de Titulaire étranger.....	17
Article 17	Attribution de compétence	17
Article 18	Dérogations aux documents généraux	17

Article 1 Dispositions générales

1.1 Présentation du Groupement Hospitalier de Territoire « Hôpitaux Publics de Vaucluse »

Le Groupement Hospitalier de Territoire « Hôpitaux Publics de Vaucluse », dont le Centre Hospitalier d'Avignon est l'établissement support, est constitué depuis le 1^{er} juillet 2016, en application de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de « modernisation de notre système de santé et relatif aux groupements hospitaliers de territoire ».

Le GHT a pour objet de créer les conditions d'élaboration et de mise en œuvre d'une stratégie de prise en charge partagée et graduée des patients, dans le but d'assurer une égalité d'accès aux soins sécurisés et de qualité dans une logique de continuité du parcours de santé.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la mutualisation de la fonction achat est mise en œuvre au sein du Groupement Hospitalier de Territoire « Hôpitaux Publics de Vaucluse ».

Les **établissements parties** au Groupement Hospitalier de Territoire « Hôpitaux Publics de Vaucluse » sont les suivants :

- | | |
|---|---|
| 1. Centre Hospitalier du Pays d'Apt | 7. Centre Hospitalier Spécialisé de Montfavet |
| 2. Centre Hospitalier d'Avignon | 8. Centre Hospitalier d'Orange |
| 3. Centre Hospitalier de Carpentras | 9. Centre Hospitalier de Sault |
| 4. Centre Hospitalier de Cavaillon-Lauris | 10. Centre Hospitalier de Vaison-la-Romaine |
| 5. Centre Hospitalier de Gordes | 11. Centre Hospitalier de Valréas |
| 6. Centre Hospitalier de l'Isle-sur-la-Sorgue | 12. EHPAD de Bollène |

1.2 Intervenants et parties contractantes

L'**Acheteur** / le **Pouvoir Adjudicateur** agissant pour le compte des établissements du GHT « Hôpitaux Publics de Vaucluse » cités ci-après est :

Le Directeur du Centre Hospitalier d'Avignon ou son représentant
305 rue Raoul Follereau
84902 AVIGNON CEDEX 9

Sont **bénéficiaires** du marché les établissements et services sociaux et médicaux sociaux affiliés à des Etablissements Parties membres du GHT suivants :

- ☒ Le CAMSP du Centre Hospitalier d'Avignon
- ☒ L'EHPAD La Lègue, rattaché au Centre Hospitalier de Carpentras
- ☒ Le SSIAD du Centre Hospitalier de Carpentras
- ☒ L'EHPAD du Centre Hospitalier Intercommunal de Cavaillon Lauris
- ☒ L'EHPAD du Centre Hospitalier de l'Isle sur la Sorgue
- ☒ Le SSIAD du Centre Hospitalier de l'Isle sur la Sorgue
- ☒ Le Foyer de vie L'Epi, rattaché au Centre Hospitalier Spécialisé de Montfavet
- ☒ Le Foyer d'hébergement L'Epi, rattaché au Centre Hospitalier Spécialisé de Montfavet
- ☒ Le Foyer d'accueil médicalisé du Centre Hospitalier de Montfavet
- ☒ Le SAMSAH l'EPI, rattaché au Centre Hospitalier Spécialisé de Montfavet
- ☒ Le Mas l'EPI, rattaché au Centre Hospitalier Spécialisé de Montfavet
- ☒ L'ESAT l'EPI, rattaché au Centre Hospitalier Spécialisé de Montfavet
- ☒ L'IME Château de Mérignargues, rattaché au Centre Hospitalier Spécialisé de Montfavet
- ☒ L'EHPAD du Centre Hospitalier de Sault
- ☒ Le Mas du Centre Hospitalier de Sault
- ☒ L'EHPAD « La Maison Paisible », en direction commune avec le Centre Hospitalier d'Avignon
- ☒ L'EHPAD « Albert Artilland », en direction commune avec le Centre Hospitalier de Carpentras
- ☒ L'EHPAD « Aimé Petre », en direction commune avec le Centre Hospitalier Spécialisé de Montfavet

Ils sont cités dans les documents contractuels en tant que « l'établissement ».

Le **service acheteur** en charge du suivi général de l'exécution du marché :

Direction des Achats et de la Logistique
CH d'Avignon
305 rue Raoul Follereau
84902 AVIGNON CEDEX 9

Le **Titulaire** au sens de l'article 2 du CCAG est la société contractante désignée dans l'acte d'engagement, ci-après « le Titulaire » ou « le prestataire ».

1.3 Compétences des établissements du GHT « Hôpitaux Publics de Vaucluse »

		Etablissement compétent	
	Tâches	Etablissement Support (ES)	Etablissements Bénéficiaires
Exécution du marché			
1	Emission des bons de commande / ordre de service		X
2	Notification d'un marché subséquent	X	
3	Affermissement d'une tranche optionnelle	X	
4	Vérification et admission des prestations		X
5	Paiement des prestations		X
6	Gestion des litiges courants		X
7	Reconduction de marché	X	
8	Modification du marché (de type avenant)	X	
9	Suivi des engagements (ex : maxi)		X
10	Application des sanctions prévues au marché (pénalités de retard...)		X
11	Résiliation du marché	X	
12	Gestion des demandes de cession, nantissement de créance liées au marché	X	
13	Gestion de la sous-traitance	X	

1.4 Sous-traitance

Le Titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de prestations du marché public dans les conditions fixées par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, des articles R2193-1 à R2193-22 du Code de la Commande Publique et de l'article 3.6 du CCAG.

Celui-ci peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu du Centre Hospitalier d'Avignon l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC, selon les modalités détaillées ci-après.

Lorsque le Titulaire souhaite sous-traiter l'exécution d'une partie de son marché, celui-ci doit faire parvenir à la cellule des marchés du Centre Hospitalier d'Avignon (dont les coordonnées postales figurent en page de garde du présent CCAP) une déclaration de sous-traitance complétée et signée en original par le Titulaire et le sous-traitant.

Cette déclaration doit prendre la forme d'un formulaire DC4 ou équivalent, accessible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cas d'erreur de destinataire ou de dossier incomplet (case non cochée, document non signé, documents relatifs au sous-traitant absents...), seule la date réelle de réception du dossier complet à la cellule des marchés est prise en compte.

Toute sous-traitance occulte peut être sanctionnée par la résiliation du marché pour faute du Titulaire (Article 41 du CCAG).

Article 2 Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations ci-dessous désignées :

Évaluation de la qualité des prestations délivrées aux personnes accompagnées par les établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) affiliés au GHT « Hôpitaux Publics de Vaucluse ».

L'évaluation de la qualité en ESSMS est prévue par l'article L312-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF).

Les dispositions techniques figurent au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Article 3 Décomposition, durée et forme du marché

3.1 Décomposition en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

3.2 Durée et modalités de reconduction

Le marché public est conclu pour une période de 28 mois allant **du 1er juillet 2025** (ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure) au **31 décembre 2027**.

Il est reconductible une fois, pour une période de 6 mois, portant dans cette hypothèse la fin d'exécution du marché au 30 juin 2028.

La décision de reconduire le marché intervient de manière tacite, sans que le Centre Hospitalier d'Avignon n'ait à avertir le Titulaire.

Le Titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R2112-4 du Code de la Commande Publique.

En cas de décision de ne pas reconduire le marché, le Centre Hospitalier d'Avignon notifiera expressément cette décision au Titulaire au plus tard le **31 octobre** précédent la période de reconduction.

Le Titulaire ne pourra ni s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

3.3 Forme du marché

Le présent marché public est un marché "simple" (à prix forfaitaires).

3.4 Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Article 4 Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services, les documents contractuels dont seuls les exemplaires originaux conservés dans les archives du Centre Hospitalier d'Avignon font foi, sont les suivants par ordre de priorité décroissante :

1. l'Acte d'Engagement et ses annexes :
 - Annexe n° 1 « Annexe financière »,
 - Annexe n° 2 « Liste des comptables assignataires du GHT "Hôpitaux Publics de Vaucluse" et des EHPAD en direction commune » ;
2. le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes :
 - Annexe n° 1 « Tableau récapitulatif des dates de programmation des ESSMS »,
 - Annexe n° 2 « Modalités d'envoi des factures pour les Etablissements du GHT 84 "Hôpitaux Publics de Vaucluse" et des EHPAD en direction commune » ;
3. le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dans la version résultant des dernières modifications et additifs éventuels, opérée lors de la négociation et son annexe « Cadre de réponse - Mémoire technique » ;
4. l'offre établie par le Titulaire ;
5. le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021).

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation des pièces particulières au présent marché. Les dispositions contenues dans ces pièces particulières apportent des précisions, complètent et parfois dérogent au CCAG.

Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les dispositions des autres pièces contractuelles citées ci-dessus est réputée non écrite. Les conditions générales du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

Article 5 Délais d'exécution

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG, le délai d'exécution du marché part de sa date de sa notification.

Les prestations doivent être réalisées dans les délais suivants :

1. Délai global fixé par les arrêtés de programmation : la réalisation de la visite d'évaluation sur site doit être réalisée par le Titulaire au cours du trimestre arrêté, pour chaque établissement évalué, dans la programmation des autorités de contrôle et de tarification.
2. Délais de transmission des rapports : le Titulaire doit transmettre à l'établissement évalué le rapport préliminaire de visite, dans un délai maximal de 30 jours à compter de la dernière date de visite. Il doit procéder à la clôture du rapport d'évaluation après réception des observations de l'établissement évalué. Le rapport définitif est transmis dans un délai maximal de 15 jours à compter de la réception des observations de l'établissement.

Un tableau récapitulatif reprenant la programmation des ESSMS à évaluer est intégré en annexe n°1 du présent CCAP.

Au-delà de ce délai, des pénalités de retard telles que définies à l'article 13 du présent CCAP peuvent être appliquées.

Le Titulaire est tenu de prévenir, au moins un mois avant la date du premier jour de visite d'évaluation prévue, le référent de l'établissement de toute difficulté qui retarderait l'exécution de la prestation.

Les modalités prévues en cas de défaillance dans la réalisation des prestations sont détaillées à l'Article 12 du présent CCAP.

Article 6 Conditions d'exécution des prestations

6.1 Documents à fournir

A l'issue de chaque visite d'évaluation dans les établissements, le Titulaire produit un rapport d'évaluation préliminaire et un rapport d'évaluation final.

La communication des rapports préliminaire et final de visite par le Titulaire, ainsi que les observations intermédiaires de l'établissement doit s'effectuer via la plateforme Synaé.

6.2 Développement durable

6.2.1 Clause d'insertion sociale

Sans objet.

6.2.2 Clause environnementale

Sans objet.

Article 7 Garantie

Par dérogation à l'article 33 du CCAG, la prestation ne fait pas l'objet de garantie.

Article 8 Prix

8.1 Contenu des prix

Il est fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

Le marché est traité à **prix forfaitaires** et figurent à l'annexe financière à l'acte d'engagement. Dans un objectif de mutualisation des prestations lorsque cela est possible, ces prix sont compris et appliqués pour chaque groupe d'établissements ou pour chaque établissement évalué, selon la décomposition suivante :

- Prestation d'évaluation pour l'ensemble des ESSMS rattachés à un même centre hospitalier ;
- Prestation d'évaluation pour chaque ESSMS en direction commune avec un centre hospitalier.

Les prix forfaitaires sont appliqués quelles que soient les quantités exécutées.

Le prix forfaitaire relatif aux prestations objet du marché à réaliser couvre la totalité des prestations à assurer pour mener la mission à bonne fin dans les circonstances de complexité, de temps, et de délai que le Titulaire est réputé connaître.

L'annexe financière prévoit un prix journalier hors site et un prix journalier sur site.

Le prix indiqué dans l'acte d'engagement à ce titre est ainsi réputé comprendre tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché, notamment les frais liés à la tenue des réunions, à la reprographie des documents et de fourniture des supports papier ou électronique. Il inclut en outre la rédaction des comptes-rendus des différentes réunions auxquelles le Titulaire participe.

Concernant le prix journalier sur site, celui-ci comprend également les frais de déplacement sur les sites évalués.

Les prix forfaitaires relatifs à l'hébergement des intervenants et à leur restauration, proposés par le titulaire dans l'annexe financière, couvrent l'ensemble des frais exposés à ce titre, sans qu'aucun supplément ne puisse être appliqué lors de l'exécution du marché.

Concernant la restauration, le prix forfaitaire indiqué dans l'annexe financière s'entend comme un prix couvrant le total des repas pour l'ensemble des personnes intervenant dans le cadre de la prestation d'évaluation d'un groupe d'établissements (s'agissant d'établissements rattachés à l'un des centres hospitaliers membres du GHT) ou d'un établissement (s'agissant des établissements en direction commune avec l'un des centres hospitaliers membres du GHT). En tout état de cause, ce prix forfaitaire ne peut représenter un montant supérieur à 20 € TTC par repas par intervenant.

Concernant l'hébergement, le prix forfaitaire indiqué dans l'annexe financière s'entend comme un prix couvrant le total des nuitées pour l'ensemble des personnes intervenant dans le cadre de la prestation d'évaluation d'un groupe d'établissements (s'agissant d'établissements rattachés à l'un des centres hospitaliers membres du GHT) ou d'un établissement (s'agissant des établissements en direction commune avec l'un des centres hospitaliers membres du GHT). En tout état de cause, ce prix forfaitaire ne peut représenter un montant supérieur à 90 € TTC par nuit par intervenant incluant le petit-déjeuner.

Ce prix ne comprend pas les nuitées pour les travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite, qui peuvent faire l'objet d'un remboursement à hauteur de 150 € TTC maximum, sur présentation de justificatifs.

8.2 Modalités de variation des prix

Les prix forfaitaires sont **fermes pendant toute la durée du marché**.

Article 9 Paiement - établissement de la facture

9.1 Mode de règlement

Le paiement s'effectue pour chaque établissement suivant les règles de la comptabilité publique ou privée en vigueur.

Le paiement de la prestation et des frais de déplacement, d'hébergement et de restauration intervient à terme échu après remise du rapport final.

9.2 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique éventuellement ce qui doit être réglé respectivement au Titulaire et à ses sous-traitants éventuels.

9.3 Présentation et transmission des factures

9.3.1 Etablissements privés et associatif

La facture est établie en trois exemplaires et transmise directement à l'établissement évalué.

9.3.2 Etablissements publics

Les factures sont à transmettre par voie dématérialisée au moyen de la solution « Chorus Pro ».
Les prestations doivent être facturées à l'établissement qui en est bénéficiaire.

Outre les mentions légales et en complément des éléments listés à l'article 11.3. du CCAG, les factures doivent comporter les mentions obligatoires suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- le numéro unique de la facture ;
- la désignation de l'émetteur de la facture : nom, n° Siret et adresse ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la date d'admission des prestations ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations admises ;
- le prix unitaire hors taxes des prestations admises ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire, éventuellement actualisé ou révisé ;
- le montant total hors taxes des prestations admises éventuellement actualisé ou révisé ;
- le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le numéro de SIRET, qui identifie l'établissement en tant que destinataire des factures (cf. annexe n° 2 au CCAP).

Une facture transmise à tort sous format papier ou par courriel sera rejetée par le service chargé de la réception et du traitement des factures.

Le délai de paiement ne court qu'à compter de leur réception par la solution Chorus Pro et non à compter de la réception sous format papier ou par une solution de dématérialisation autre que la solution Chorus Pro.

Les coordonnées indiquées sur le Relevé d'Identité Bancaire (RIB) joint à l'acte d'engagement sont celles qui seront utilisées pour le règlement des factures.

Tout autre RIB joint à une facture ne peut être pris en considération que dans le cas où le Titulaire du marché a effectué une demande écrite de changement.

9.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le Code de la Commande Publique donne droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, sans qu'il ait à le demander.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la Commande Publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 10 Avance

Sans objet.

Article 11 Obligations du Titulaire

11.1 Respect des obligations en matière de travail

Le Titulaire se doit de respecter les obligations en matière de travail non dissimulé et de travail des salariés étrangers citées ci-après :

- Non dissimulation d'activité : article L.8221-3 du code du travail
- Non dissimulation d'emploi salarié : articles L.8221-5 du code du travail, L.1221-10 (déclaration préalable d'embauche des salariés) et L.3243-2 (obligation de délivrance d'un bulletin de paie)
- Pour le cocontractant établi en France : article D.8222-5 du code du travail
- Pour le cocontractant établi à l'étranger : article D.8222-7 du code du travail
- Emploi d'étrangers non autorisés à travailler : articles L.8251-1, D.8254-2 et D.8254-4 du code du travail

A cet effet, le Titulaire doit remettre périodiquement les documents suivants :

- Attestation(s) fiscale(s)
- Attestation(s) sociale(s) (type URSSAF ...)
- En cas de recours à des travailleurs étrangers, liste nominative des salariés étrangers

Le Titulaire est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

11.2 Assurance

Le Titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et / ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché. Le Titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le Titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le Centre Hospitalier d'Avignon en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

11.3 Accréditation

Le Titulaire doit apporter la preuve de son accréditation en cours de validité par le Comité Français d'Accréditation (Cofrac) avec la remise de son offre et pendant toute la durée du présent marché. Cette accréditation porte sur le domaine « Prestation d'organisme pour l'évaluation de la qualité des Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux ».

Le Titulaire s'engage à informer le Centre Hospitalier d'Avignon en cas de retrait ou de non-renouvellement de son accréditation à la fin de la durée de validité.

11.4 Informations techniques et conseils

Le Titulaire s'engage à assurer l'information technique nécessaire auprès des utilisateurs :

- en début d'exécution du marché ;
- régulièrement en cours d'exécution du marché à la demande de l'établissement.

Le Titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations fournies à l'Acheteur.

Dans ce cadre, le Titulaire communique notamment toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité du système maintenu et signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet du marché.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.

11.5 Discrétion, confidentialité et protection des données à caractère personnel

L'article 5 du CCAG s'applique.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures au titre du règlement général sur la protection des données (2016/679 du 27 avril 2016) RGPD.

Le Titulaire est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du marché.

Le Titulaire s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet du marché
2. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché
3. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché (co-traitants / sous-traitants) :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

Tout manquement est susceptible d'entraîner la résiliation du marché, sans indemnité.

Article 12 Exécution par défaut

12.1 Défaillance ponctuelle du Titulaire

Dans l'hypothèse où le Titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché, plusieurs possibilités existent.

12.1.1 Proposition d'une prestation de substitution par le Titulaire

Le remplacement momentané d'une prestation peut être pratiqué qu'après accord du Centre Hospitalier d'Avignon et de l'établissement, dans les conditions prévues à l'article 14.2 du CCAP.

Si aucune prestation de substitution ne peut convenir, le Centre Hospitalier d'Avignon est susceptible de résilier le marché concerné.

12.1.2 Exécution de la prestation par un tiers aux frais et risques du Titulaire

Il peut être fait application de l'article 45 du CCAG qui prévoit de faire procéder par un tiers à l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire.

Dans ce cas, l'établissement se réserve le droit de passer commande auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût au Titulaire défaillant.

Par dérogation à cet article du CCAG, l'établissement se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire à trois reprises, sans résiliation du présent marché. Au-delà, le Centre Hospitalier d'Avignon peut résilier le marché en application de l'article 45 du CCAG.

12.2 Défaillance définitive

Dans le cas de l'arrêt définitif d'une prestation du marché, le Titulaire propose au Centre Hospitalier d'Avignon et à l'établissement une prestation de remplacement dans les conditions prévues à l'article 14.2 du CCAP.

Si aucune prestation de substitution ne peut convenir, le Centre Hospitalier d'Avignon est susceptible de résilier le marché concerné.

Article 13 Pénalités de retard

Les pénalités dues par le Titulaire, sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration des délais contractuels tels que fixés à l'Article 5 du présent CCAP, les prestations du Titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences du marché, quelle qu'en soit l'origine ou la nature.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le Titulaire est redevable des pénalités quel qu'en soit le montant.

En cas de retard du Titulaire dans l'exécution des prestations, l'établissement se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités, après avoir invité celui-ci à présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, la pénalité est calculée telle que suit :

500,00 € (TVA non applicable) par jour de retard sur le planning de visite validé

500,00 € (TVA non applicable) par jour de retard sur la date butoir de remise des rapports

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant total HT du marché.

Les pénalités de retard sont imputées au Titulaire, sous forme d'avoir, sur la facture transmise à l'établissement bénéficiaire de la prestation concernée par le retard.

Article 14 Modifications en cours d'exécution du marché

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la Commande Publique, le marché comporte des modifications « clauses de réexamen ».

En tout état de cause, les dispositions du Code de la commande publique relatives à la modification du marché s'appliquent.

14.1 Changement de Titulaire

En vertu de ce même article R2194-1, le marché peut faire l'objet d'une modification du Titulaire au motif d'une cession d'activité, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau Titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées lors de la procédure de passation du marché public initial.

Dans cette hypothèse ainsi qu'en cas de cession à la suite d'une opération de restructuration du Titulaire initial (article R2194-6 2°), celui-ci s'engage à informer le Centre Hospitalier d'Avignon de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter
- la forme de l'entreprise
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- son adresse ou son siège social
- la cession d'une ou de différentes activités
- l'acquisition d'une nouvelle activité
- son adresse bancaire...

et lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le Centre Hospitalier d'Avignon ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

La cession ne saurait être assortie d'une remise en cause par le nouveau Titulaire des éléments essentiels du marché, tels que la durée, la nature des prestations et leur prix.

Ce type de modification prendra la forme d'un avenant signé des parties.

14.2 Modification de prestations

En application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique, le marché prévoit le recours aux modifications suivantes :

		1. Défaillance ponctuelle	2. Défaillance définitive	3. Ajout de prestation
Type de modification :		Substitution de prestation		Complément de « gamme »
Initiative de la modification :		Titulaire du marché		Titulaire du marché ou établissement
Modalités de présentation de la modification :		Présentation par le Titulaire d'une offre de prix et d'un dossier technique 15 jours ouvrés avant la prise d'effet *	Présentation par le Titulaire d'une offre de prix et d'un dossier technique 1 mois avant la prise d'effet *	Demande par l'établissement d'une offre de prix et d'un dossier technique 7 jours avant la prise d'effet
Conditions de recours à la modification *	Respect de l'objet du marché :	Les nouvelles prestations doivent satisfaire aux exigences techniques et fonctionnelles initiales du marché La modification proposée doit être techniquement équivalente ou supérieure aux prestations initialement prévues.		
	Respect de l'économie générale du marché :	Les prix des nouvelles prestations doivent être équivalents aux prix initiaux ou révisés du marché. Les nouveaux produits ne doivent pas entraîner de surconsommation.		
	Durée de la modification :	Pas plus de 3 mois	Pendant toute la durée du marché à compter de la prise d'effet	
Modalités d'acceptation de la modification :		Accord exprès de l'établissement par la signature de l'offre de prix (par dérogation à l'article 23.3 du CCAG)		

* En cas de non-respect des modalités de présentation de la modification et de ses conditions de recours, l'établissement se réserve le droit :

- de faire exécuter la prestation aux frais et risques du Titulaire sans résiliation du marché (par dérogation à l'article 45 du CCAG)

- de résilier le marché et de faire exécuter la prestation aux frais et risques du Titulaire en application l'article 45 du CCAG, en cas de défaillances répétées ou de défaillance définitive

14.3 Evolution de la réglementation

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour de sa notification.

Le Centre Hospitalier d'Avignon peut négocier de bonne foi une modification de type avenant audit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation dans le respect des dispositions du Code de la Commande Publique.

Article 15 Résiliation

15.1 Motifs de résiliation

15.1.1 Résiliation à l'initiative du Centre Hospitalier d'Avignon

Le Centre Hospitalier d'Avignon peut mettre fin à l'exécution du marché à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG.

La résiliation est prononcée aux torts du Titulaire :

- dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG (résiliation pour faute du Titulaire),
- en cas de refus de produire les pièces indiquées à l'article 11.1 du présent CCAP,
- en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles L2141-1 à 2141-6 du Code de la Commande Publique.

Le marché peut également être résilié dans les cas et formes prévus aux Article 12 (exécution par défaut), 1.4 (sous-traitance occulte) et 11.5 (RGPD) du présent CCAP.

En cas de retrait ou non-renouvellement de l'accréditation Cofrac au Titulaire, le marché est résilié de plein droit, sans défraiement, ni possibilité de recours du Titulaire. Ce dernier est dans l'obligation de rembourser l'intégralité des frais engagés par les établissements qui seraient dans l'obligation de réaliser une nouvelle visite.

15.1.2 Résiliation demandée par le Titulaire

En dehors des cas prévus au CCAG, et **par dérogation à l'article 40.1 du CCAG**, si le Titulaire souhaite que le marché soit résilié, il doit en faire la demande par lettre recommandée avec avis de réception au Centre Hospitalier d'Avignon, en indiquant les motifs de sa requête.

Le Centre Hospitalier d'Avignon dispose de 4 mois à compter de la date de réception de cette demande pour se prononcer sur la résiliation.

Si les motifs lui apparaissent justifiés, une résiliation amiable peut être prononcée.

Dans le cas contraire, le Centre Hospitalier d'Avignon est susceptible de prononcer la résiliation du marché pour faute du Titulaire, assortie d'une indemnité de résiliation de 10 000,00 €.

15.2 Indemnité de résiliation

La résiliation prononcée dans les cas indiqués à l'article précédent, ainsi que la résiliation prononcée en application des cas indiqués à l'article 38 du CCAG, n'ouvrent pas droit à indemnité.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG, aucune indemnité ne sera due en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

Dans les autres cas, le Titulaire du marché doit présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

Article 16 Dispositions applicables en cas de Titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) reste inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 17 Attribution de compétence

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Nîmes.

Article 18 Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

- Dérogation à l'article 4.1 du CCAG par l'Article 4 du CCAP
- Dérogation à l'article 33 du CCAG par l'Article 7 du CCAP
- Dérogation à l'article 45 du CCAG par l'Article 12.1.2 du CCAP
- Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG par l'Article 13 du CCAP
- Dérogation aux articles 23.3 et 45 du CCAG par l'Article 14.2 du CCAP
- Dérogation à l'article 40.1 du CCAG par l'Article 15.1.2 du CCAP
- Dérogation à l'article 42 du CCAG par l'Article 15.2 du CCAP